

MODULE 1



Co-funded by
the European Union

2025

By
Adefis

Compréhension de la législation et des contextes nationaux



Co-funded by
the European Union

2025

By
Adefis



Co-funded by
the European Union

Reconnaître le discours de haine en EUROPE



“

Lutter contre le discours de haine est une préoccupation importante dans toute l'Europe, tout comme dans de nombreuses autres régions du monde.

Les pays européens ont mis en place diverses lois et initiatives pour combattre le discours de haine, bien que les cadres juridiques et les définitions varient d'un pays à l'autre. Voici quelques approches courantes pour identifier et traiter le discours de haine en Europe.



“

Au fil des années, le Conseil de l'Europe a adopté diverses mesures pour lutter contre le discours de haine. Sa division des médias et d'Internet aborde cette question sous un "angle de la liberté d'expression", mettant l'accent sur la collaboration avec les États membres pour rédiger, évaluer, réviser et aligner les lois et pratiques avec la Convention européenne des droits de l'homme, notamment celles qui imposent des restrictions à la liberté d'expression.



Définitions légales en Europe



Les pays européens définissent généralement le discours de haine comme un langage incitant à la violence ou à la discrimination contre des individus ou des groupes en fonction de caractéristiques telles que la race, l'origine ethnique, la religion, la nationalité, le genre, l'orientation sexuelle ou le handicap. Cependant, l'étendue et la spécificité de ces définitions peuvent varier d'un pays à l'autre.



Cadre de l'Union Européenne

“

L'Union européenne (UE) a établi des lignes directrices et des réglementations pour aborder le discours de haine et la discrimination. Par exemple, la Décision-cadre de l'UE sur la lutte contre le racisme et la xénophobie exige la pénalisation de formes spécifiques de discours de haine et de crimes de haine dans ses États membres.



Normes internationales

Les pays européens suivent souvent des normes et des conventions internationales pour lutter contre le discours de haine, y compris le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) et la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH). Ces cadres fournissent des orientations sur la manière d'équilibrer la protection de la liberté d'expression avec l'interdiction du discours de haine.

Mécanismes de surveillance et de dénonciation

De nombreux pays européens ont mis en place des mécanismes pour surveiller et signaler le discours de haine, en ligne et hors ligne. Ces mécanismes impliquent généralement des agences gouvernementales spécialisées, des organisations non gouvernementales (ONG) et des systèmes de signalement fournis par des plateformes en ligne.

Programmes éducatifs

Certains pays européens mènent des programmes éducatifs pour sensibiliser au discours de haine, promouvoir la tolérance et le respect de la diversité, et fournir aux individus des outils pour identifier et combattre le discours de haine.

Initiatives de la société civile

Les organisations de la société civile jouent un rôle clé dans la lutte contre le discours de haine en Europe. Elles participent à des activités de plaidoyer, d'éducation et de construction communautaire pour aborder les causes profondes du discours de haine et promouvoir la cohésion sociale.

Collaboration avec l'industrie technologique

Avec l'augmentation du discours de haine en ligne, la collaboration entre les gouvernements, la société civile et l'industrie technologique est essentielle. De nombreux pays européens travaillent avec des entreprises technologiques pour développer des politiques, des algorithmes et des outils permettant d'identifier et d'éliminer le discours de haine sur les plateformes numériques.

Convention européenne des droits de l'homme

"Tout individu a droit à la liberté d'expression"

Art. 10 de la Convention européenne des droits de l'homme

PROTECTING THE RIGHT
TO FREEDOM OF EXPRESSION
UNDER THE EUROPEAN CONVENTION
ON HUMAN RIGHTS



European
Convention
on Human
Rights



EMNHS LGBTQI

Compréhension de la législation et de son impact négatif

La législation abordant le discours de haine à l'encontre de la communauté LGBTIQ+ en Europe varie considérablement d'un pays à l'autre. Tandis que certains pays offrent une forte protection juridique, d'autres peuvent manquer de lois complètes ou même avoir une législation discriminatoire à l'égard des individus LGBTIQ+. Voici quelques facteurs clés à prendre en compte concernant la législation et ses effets négatifs potentiels sur les communautés LGBTIQ+ :

Absence de protections claires:

Dans certains pays européens, il peut ne pas exister de protection juridique spécifique contre le discours de haine à l'encontre des individus LGBTIQ+. Cette lacune dans la législation peut les rendre plus vulnérables à la discrimination, au harcèlement et à la violence en raison de leur orientation sexuelle, de leur identité de genre ou de leur expression.

Criminalisation des identités LGBTIQ+ : Dans certaines régions, des lois criminalisent les identités ou les activités LGBTIQ+, ce qui renforce la stigmatisation et la discrimination. Une telle législation peut créer un environnement hostile pour les individus LGBTIQ+, favorisant le discours de haine et la violence à leur encontre.

Exécution sélective :

Dans les pays où la loi protège contre le discours de haine à l'encontre des personnes LGBTIQ+, l'application peut être incohérente ou insuffisante. Les autorités policières et judiciaires peuvent ne pas enquêter ou poursuivre correctement les crimes de haine ou les incidents de discours de haine, créant ainsi un sentiment d'impunité pour les auteurs.

Impact sur la liberté d'expression : il est crucial de trouver un équilibre entre le fait de s'attaquer aux discours haineux et de préserver la liberté d'expression. Les lois conçues pour lutter contre le discours de haine doivent être rédigées avec soin afin d'éviter de supprimer des débats légitimes, des débats ou des expressions artistiques liés aux questions LGBTIQ+.

Effet de refroidissement sur les communautés LGBTIQ+ :

La présence de lois ou l'absence de protections légales contre les discours de haine peuvent avoir un effet effrayant sur les communautés LGBTIQ+ en dissuadant les individus d'exprimer ouvertement leur identité, de rechercher du soutien ou de participer à la vie publique.

Discrimination intersectionnelle : les personnes LGBTIQ+ appartenant à des groupes marginalisés, comme les personnes de couleur, les migrants ou les minorités religieuses, peuvent être victimes d'une discrimination aggravée en raison du chevauchement de multiples facteurs. La législation doit tenir compte de ces identités et expériences qui se recoupent pour offrir une protection globale contre les expressions de haine.

Effet de refroidissement sur les communautés LGBTQ+ :

La présence de lois ou l'absence de protections légales contre les discours de haine peuvent avoir un effet effrayant sur les communautés LGBTQ+ en dissuadant les individus d'exprimer ouvertement leur identité, de rechercher du soutien ou de participer à la vie publique.

Discrimination intersectionnelle : les personnes LGBTQ+ appartenant à des groupes marginalisés, comme les personnes de couleur, les migrants ou les minorités religieuses, peuvent être victimes d'une discrimination aggravée en raison du chevauchement de multiples facteurs. La législation doit tenir compte de ces identités et expériences qui se recoupent pour offrir une protection globale contre les expressions de haine.

Contexte national en Espagne

EMNHS LGBTQI

L'Espagne a pris plusieurs mesures pour lutter contre les discours de haine, notamment par le biais de son code pénal. L'article 510 du Code pénal espagnol érige en infraction pénale les propos qui incitent à la violence, à la discrimination ou à la haine contre des personnes ou des groupes pour des motifs de race, d'ethnie, de religion, de nationalité, de sexe ou d'orientation sexuelle. Cette disposition est conforme à la décision-cadre de l'Union européenne sur la lutte contre le racisme et la xénophobie, qui oblige les États membres à ériger en infraction pénale certaines formes de discours de haine et certains crimes motivés par la haine.

En 2015, l'Espagne a adopté une réforme complète de son code pénal qui affecte considérablement la réglementation des discours haineux au titre de l'article 510. La motivation de la loi fait référence à la décision-cadre 2008/913/JAI du Conseil du 28 novembre 2008 relative à la lutte contre certaines formes et expressions de racisme et de xénophobie par le droit pénal pour justifier cette réforme.

Pour renforcer l'efficacité de ces mesures juridiques, l'Espagne a élaboré des protocoles d'action. Le "Protocole d'action des forces de sécurité et du corps pour les crimes haineux et les comportements qui violent les normes juridiques sur la discrimination" fournit des lignes directrices aux organismes chargés de l'application de la loi pour traiter les crimes haineux et les comportements discriminatoires.

En outre, l'Espagne a mis en place des mécanismes alternatifs de règlement des différends pour traiter les discours haineux sans recourir aux tribunaux pénaux. Le "Protocole d'action pour combattre les discours de haine illégaux" offre aux citoyens des informations sur ces mécanismes alternatifs, visant à résoudre plus efficacement les litiges liés aux discours de haine.

Malgré ces efforts, il reste des défis à relever pour lutter efficacement contre les discours haineux. En 2024, un juge espagnol spécialisé dans les crimes haineux a proposé de mettre fin à l'anonymat des médias sociaux dans les affaires impliquant des crimes haineux présumés. Cette proposition vise à renforcer la responsabilisation, mais elle a suscité des débats sur la vie privée et la liberté d'expression.

En outre, l'Espagne envisage d'abroger sa loi sur le blasphème qui impose des amendes à ceux qui se moquent de leurs croyances religieuses. Cette mesure vise à protéger la liberté d'expression et à réduire les abus de la loi par des organisations extrémistes visant les artistes, les militants et les politiciens.

En résumé, l'Espagne a mis en place des cadres juridiques et des protocoles pour lutter contre les discours de haine, en s'alignant sur les normes internationales. Toutefois, les discussions et réformes en cours indiquent un effort continu pour équilibrer une réglementation efficace avec la protection des droits fondamentaux.

Législation anti-discrimination en Espagne :

L'Espagne a adopté une législation antidiscrimination complète pour promouvoir l'égalité et protéger les individus contre la discrimination dans divers secteurs. La loi complète sur l'égalité de traitement et la non-discrimination, approuvée en 2022, constitue une pierre angulaire de cet effort.

Développements récents :

En août 2024, un juge espagnol a proposé de mettre fin à l'anonymat des médias sociaux dans les affaires impliquant des crimes haineux présumés. Cette proposition vise à accroître la responsabilité et à prévenir les discours haineux en ligne, mais elle a suscité des débats sur la vie privée et la liberté d'expression.

Dans l'ensemble, la législation espagnole contre la discrimination reflète un engagement à promouvoir une société inclusive en fournissant des cadres juridiques pour lutter contre la discrimination et promouvoir l'égalité de traitement dans divers domaines.

Prévalence des propos haineux LGBTQ+ :

Augmentation des messages de haine en ligne :

Une enquête a révélé que les messages de haine contre les gays, lesbiennes, bisexuels et transsexuels ont doublé sur les réseaux sociaux espagnols ces dernières années. Cette augmentation coïncide avec les célébrations annuelles de la fierté, ce qui souligne les défis persistants auxquels fait face la communauté LGBTQ+.

Montée de la rhétorique anti-LGBTQ+ :

Des rapports indiquent que les discours de haine anti-LGBTQ+ continuent d'être un problème grave en Espagne, avec une rhétorique anti-trans qui gagne du terrain. Des études montrent que la haine en ligne a augmenté de 130 % entre 2019 et 2022, une part importante ciblant les personnes trans.

Initiatives gouvernementales :

EMNHS LGBTQI

Réglementation des plateformes de médias sociaux :

En janvier 2025, le premier ministre espagnol Pedro Sánchez a proposé des mesures pour réglementer plus strictement les plateformes de médias sociaux. Ces mesures comprennent l'élimination de l'anonymat des utilisateurs, l'augmentation de la transparence des algorithmes et la responsabilisation des propriétaires de plateformes, visant à protéger la démocratie participative et la santé mentale des utilisateurs.

Lutte contre l'extrémisme en ligne :

Le gouvernement espagnol envisage de légiférer pour mettre fin à l'anonymat en ligne afin de lutter contre des problèmes tels que la diffusion de contenus inappropriés et l'extrémisme. Cette proposition a toutefois suscité des débats quant à son impact potentiel sur la liberté d'expression et la sécurité des personnes vulnérables.

La lutte contre les discours haineux LGBTQ+ en Espagne nécessite une approche multidimensionnelle, notamment des réglementations strictes, une application efficace et un engagement à défendre les droits fondamentaux. Un dialogue permanent entre les organismes gouvernementaux, la société civile et les plateformes en ligne est essentiel pour créer un environnement numérique plus sûr et plus inclusif pour tous.

Contexte national en France :

En France, il existe des dispositions légales et des initiatives sociales visant à lutter contre les discours haineux ciblant les personnes LGBTIQ+. Voici un aperçu du contexte national en matière de prévention des discours haineux

La France a mis en place des mesures juridiques pour lutter contre les discours haineux, notamment lorsqu'ils s'adressent à des personnes sur la base de leur orientation sexuelle, de leur identité de genre ou de leur expression. Le Code pénal français interdit explicitement l'incitation à la discrimination, à la haine ou à la violence contre des personnes ou des groupes pour ces motifs. Les personnes reconnues coupables de discours haineux peuvent être passibles de sanctions pénales, y compris d'amendes et d'emprisonnement.

Législation antidiscrimination :

Au-delà des lois sur le discours de haine, la France applique une législation anti-discrimination qui protège les individus contre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Ces protections s'étendent à des domaines clés de la vie publique, y compris l'emploi, le logement et l'accès aux biens et services. Ces lois visent à défendre les droits et la dignité des personnes LGBTIQ+ tout en favorisant l'égalité.

Le gouvernement français s'emploie activement à lutter contre les discours de haine et à favoriser la tolérance et l'inclusion. Les efforts comprennent des campagnes de sensibilisation du public, des programmes éducatifs dans les écoles pour prévenir la discrimination et promouvoir le respect de la diversité, ainsi qu'un soutien financier aux organisations et initiatives visant à lutter contre les discours haineux et à soutenir les communautés LGBTIQ+.

Médias et plateformes en ligne :

Des mesures sont en place pour lutter contre les discours haineux dans les médias et sur les plateformes en ligne. Les autorités françaises travaillent avec les médias et les sociétés de l'internet pour surveiller et traiter les contenus haineux, en veillant à leur suppression et à faire respecter les normes communautaires et les réglementations légales.

Malgré ces efforts, des défis persistent pour prévenir efficacement les discours de haine contre les personnes LGBTIQ+ en France. Une éducation soutenue, des campagnes de sensibilisation et une collaboration renforcée entre le gouvernement, la société civile et le secteur privé sont essentielles pour lutter contre les discours haineux et favoriser une culture de respect, de tolérance et d'inclusion pour tous, Indépendamment de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre.

Réponse :

Les organismes d'application de la loi en France sont chargés d'enquêter sur les incidents liés aux propos haineux et de poursuivre les auteurs. Les unités spécialisées au sein de la police et du système judiciaire se concentrent sur les crimes haineux, y compris ceux visant les personnes LGBTIQ+. Les autorités s'efforcent de faire en sorte que les plaintes pour discours haineux soient traitées avec sérieux et que les auteurs des actes soient tenus responsables de leurs actes.

Les organisations de la société civile jouent un rôle essentiel dans la lutte contre le discours haineux et le soutien aux personnes LGBTIQ+ en France. Elles offrent des ressources, des services de défense et d'appui aux victimes, sensibilisent les gens à l'impact du discours haineux sur les individus et les communautés, et favorisent la tolérance et l'acceptation.

Contexte national en Bulgarie :

Contexte national au Luxembourg

Contexte national au Luxembourg sur les discours haineux LGBTIQ+:

Le Luxembourg dispose de solides protections juridiques contre les discours haineux ciblant des personnes LGBTIQ+. Le cadre juridique du pays interdit les discours haineux, l'incitation à la discrimination, la haine ou la violence fondés sur l'orientation sexuelle, l'identité de genre ou l'expression.

Cadre juridique:

Le Code pénal du Luxembourg criminalise les discours haineux, y compris les expressions verbales, écrites ou en ligne qui incitent à la discrimination, à la haine ou à la violence contre des personnes ou des groupes en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre. Les auteurs peuvent être passibles d'amendes et d'emprisonnement.

Lois antidiscriminatoires :

Au-delà des lois sur le discours de haine, le Luxembourg dispose d'une législation anti-discrimination complète qui protège les personnes LGBTIQ+ dans des domaines tels que l'emploi, l'éducation, le logement et l'accès aux biens et services. Ces lois visent à promouvoir l'égalité et à protéger la dignité des personnes LGBTIQ+.

Initiatives gouvernementales :

Le gouvernement luxembourgeois promeut activement l'inclusion par des campagnes de sensibilisation, des programmes d'éducation et un soutien financier aux organisations qui luttent contre les discours haineux et soutiennent les droits LGBTIQ+. Les autorités collaborent avec les médias et les plateformes en ligne pour prévenir et supprimer le contenu préjudiciable.

Rôle des organisations de la société civile :

De nombreuses organisations de la société civile au Luxembourg fournissent un soutien, une défense et des ressources essentielles aux personnes LGBTIQ+. Ces organisations jouent un rôle crucial dans la sensibilisation, l'aide aux victimes de discours haineux et la promotion d'une culture d'acceptation et d'égalité.

Surveillance et réglementation des médias :

L'Autorité indépendante de l'audiovisuel du Luxembourg (ALIA) supervise les contenus des médias pour assurer le respect des normes éthiques et des dispositions légales contre les discours haineux. ALIA surveille les émissions de télévision, de radio et en ligne, et s'efforce d'empêcher la propagation de discours discriminatoires contre les personnes LGBTIQ+.

Plateformes en ligne et médias sociaux :

Les autorités collaborent avec des entreprises technologiques et des plateformes de médias sociaux pour lutter contre les discours haineux LGBTIQ+ en ligne. Les efforts comprennent la modération du contenu, le retrait de matériel haineux et l'application des politiques de la plateforme contre la discrimination. Les victimes de discours haineux en ligne ont un recours légal par le système judiciaire luxembourgeois.



Contexte national en Ukraine :



Co-funded by
the European Union

Funded by the European Union. Views and opinions expressed are however those of the author(s) only and do not necessarily reflect those of the European Union or the European Education and Culture Executive Agency (EACEA). Neither the European Union nor EACEA can be held responsible for them.

www.emnhs-lgbtqi.eu

FOLLOW YOUR JOURNEY



MODULE 2



Co-funded by
the European Union

2025

By
Adefis

Compréhension de la législation et des contextes nationaux



Co-funded by
the European Union

2025

By
Adefis



Co-funded by
the European Union

Reconnaître le discours de haine en EUROPE



Lutter contre le discours de haine est une préoccupation importante dans toute l'Europe, tout comme dans de nombreuses autres régions du monde. Les pays européens ont mis en place diverses lois et initiatives pour combattre le discours de haine, bien que les cadres juridiques et les définitions varient d'un pays à l'autre. Voici quelques approches courantes pour identifier et traiter le discours de haine en Europe.

Au fil des années, le Conseil de l'Europe a adopté diverses mesures pour lutter contre le discours de haine. Sa division des médias et d'Internet aborde cette question sous un "angle de la liberté d'expression", mettant l'accent sur la collaboration avec les États membres pour rédiger, évaluer, réviser et aligner les lois et pratiques avec la Convention européenne des droits de l'homme, notamment celles qui imposent des restrictions à la liberté d'expression.



Co-funded by
the European Union

Définitions légales en Europe



Les pays européens définissent généralement le discours de haine comme un langage incitant à la violence ou à la discrimination contre des individus ou des groupes en fonction de caractéristiques telles que la race, l'origine ethnique, la religion, la nationalité, le genre, l'orientation sexuelle ou le handicap. Cependant, l'étendue et la spécificité de ces définitions peuvent varier d'un pays à l'autre.



Co-funded by
the European Union

Cadre de l'Union Européenne



L'Union européenne (UE) a établi des lignes directrices et des réglementations pour aborder le discours de haine et la discrimination. Par exemple, la Décision-cadre de l'UE sur la lutte contre le racisme et la xénophobie exige la pénalisation de formes spécifiques de discours de haine et de crimes de haine dans ses États membres.



Co-funded by
the European Union

Normes internationales



Les pays européens suivent souvent des normes et des conventions internationales pour lutter contre le discours de haine, y compris le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) et la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH). Ces cadres fournissent des orientations sur la manière d'équilibrer la protection de la liberté d'expression avec l'interdiction du discours de haine.



Co-funded by
the European Union

Mécanismes de surveillance et de dénonciation



De nombreux pays européens ont mis en place des mécanismes pour surveiller et signaler le discours de haine, en ligne et hors ligne. Ces mécanismes impliquent généralement des agences gouvernementales spécialisées, des organisations non gouvernementales (ONG) et des systèmes de signalement fournis par des plateformes en ligne.



Co-funded by
the European Union

Programmes éducatifs



Certains pays européens mènent des programmes éducatifs pour sensibiliser au discours de haine, promouvoir la tolérance et le respect de la diversité, et fournir aux individus des outils pour identifier et combattre le discours de haine.



Co-funded by
the European Union

Initiatives de la société civile



Les organisations de la société civile jouent un rôle clé dans la lutte contre le discours de haine en Europe. Elles participent à des activités de plaidoyer, d'éducation et de construction communautaire pour aborder les causes profondes du discours de haine et promouvoir la cohésion sociale.



Co-funded by
the European Union

Collaboration avec l'industrie technologique



Avec l'augmentation du discours de haine en ligne, la collaboration entre les gouvernements, la société civile et l'industrie technologique est essentielle. De nombreux pays européens travaillent avec des entreprises technologiques pour développer des politiques, des algorithmes et des outils permettant d'identifier et d'éliminer le discours de haine sur les plateformes numériques.



Co-funded by
the European Union

Convention européenne des droits de l'homme

"Tout individu a droit à la liberté d'expression"

Art. 10 de la Convention européenne des droits de l'homme





Co-funded by
the European Union

Compréhension de la législation et de son impact négatif



La législation abordant le discours de haine à l'encontre de la communauté LGBTQ+ en Europe varie considérablement d'un pays à l'autre. Tandis que certains pays offrent une forte protection juridique, d'autres peuvent manquer de lois complètes ou même avoir une législation discriminatoire à l'égard des individus LGBTQ+. Voici quelques facteurs clés à prendre en compte concernant la législation et ses effets négatifs potentiels sur les communautés LGBTQ+ :

Absence de protections claires : Dans certains pays européens, il peut ne pas exister de protection juridique spécifique contre le discours de haine à l'encontre des individus LGBTIQ+. Cette lacune dans la législation peut les rendre plus vulnérables à la discrimination, au harcèlement et à la violence en raison de leur orientation sexuelle, de leur identité de genre ou de leur expression.

Criminalisation des identités LGBTIQ+ : Dans certaines régions, des lois criminalisent les identités ou les activités LGBTIQ+, ce qui renforce la stigmatisation et la discrimination. Une telle législation peut créer un environnement hostile pour les individus LGBTIQ+, favorisant le discours de haine et la violence à leur encontre.

Lois ambiguës ou rédigées de manière trop large : Certains pays ont des lois qui, bien qu'elles soient destinées à protéger les formes légitimes d'expression sur les droits, la défense ou l'identité LGBTQ+, peuvent être rédigées de manière vague ou interprétées de façon trop large. Cela peut fournir un prétexte aux autorités pour restreindre la liberté d'expression et de réunion des individus LGBTQ+ et de leurs alliés.

Criminalisation des identités LGBTQ+ : Dans certaines régions, des lois criminalisent les identités ou les activités LGBTQ+, renforçant ainsi la stigmatisation et la discrimination. Une telle législation contribue à un environnement hostile pour les individus LGBTQ+, alimentant le discours de haine et la violence à leur égard.

Application sélective : Dans les pays où des protections juridiques existent contre le discours de haine à l'encontre des individus LGBTIQ+, l'application de la loi peut être incohérente ou insuffisante. Les autorités responsables de l'application de la loi et de la justice peuvent ne pas enquêter ou poursuivre correctement les crimes de haine ou les incidents de discours de haine, créant ainsi un sentiment d'impunité pour les auteurs.

Impact sur la liberté d'expression : Trouver un équilibre entre lutter contre le discours de haine et préserver la liberté d'expression est crucial. Les lois destinées à combattre le discours de haine doivent être soigneusement rédigées pour éviter de supprimer des discussions légitimes, des débats ou des expressions artistiques liées aux sujets LGBTIQ+.

Effet paralysant sur les communautés LGBTIQ+ : La présence de lois ou l'absence de protections juridiques contre le discours de haine peut entraîner un effet paralysant sur les communautés LGBTIQ+, décourageant les personnes d'exprimer ouvertement leur identité, de chercher du soutien ou de participer à la vie publique.

Discrimination intersectionnelle : Les personnes LGBTIQ+ issues de groupes marginalisés, comme les personnes de couleur, les migrants ou les minorités religieuses, peuvent subir une discrimination cumulée en raison de la superposition de multiples facteurs. La législation doit tenir compte de ces identités et expériences intersectionnelles pour offrir une protection complète contre le discours de haine.



Co-funded by
the European Union

Contexte national en Espagne



L'Espagne a mis en place diverses mesures pour lutter contre le discours de haine, notamment par le biais de son Code pénal. L'article 510 du Code pénal espagnol criminalise les expressions incitant à la violence, à la discrimination ou à la haine envers des individus ou des groupes en fonction d'attributs tels que la race, l'origine ethnique, la religion, la nationalité, le genre, l'orientation sexuelle ou le handicap. Cette disposition est alignée avec la Décision-cadre de l'Union européenne sur la lutte contre le racisme et la xénophobie, qui exige des États membres qu'ils criminalisent certaines formes de discours de haine et les crimes de haine.

En 2015, l'Espagne a promulgué une réforme intégrale de son Code pénal, affectant de manière significative la réglementation du discours de haine en vertu de l'article 510. Le mémorandum explicatif de la loi fait référence à la Décision-cadre du Conseil 2008/913/JAI du 28 novembre 2008 sur la lutte contre certaines formes et expressions de racisme et de xénophobie par le biais du droit pénal pour justifier cette réforme.

Pour améliorer l'efficacité de ces mesures légales, l'Espagne a développé des protocoles d'action. Le "Protocole d'action des corps et forces de sécurité pour les crimes de haine et les comportements violant les normes légales relatives à la discrimination" fournit des lignes directrices pour que les agences de la loi traitent les crimes de haine et les comportements discriminatoires.

De plus, l'Espagne a mis en place des mécanismes alternatifs de résolution des conflits pour aborder le discours de haine sans recourir aux tribunaux pénaux. Le "Protocole d'action pour lutter contre le discours de haine illégal" offre aux citoyens des informations sur ces mécanismes alternatifs, dans le but de résoudre plus efficacement les conflits liés au discours de haine.

Malgré ces efforts, des défis persistent dans la lutte contre le discours de haine. En 2024, un juge espagnol spécialisé dans les crimes de haine a proposé de mettre fin à l'anonymat sur les réseaux sociaux dans les cas impliquant des crimes de haine suspects. Cette proposition vise à améliorer la responsabilité, mais a suscité des débats sur la vie privée et la liberté d'expression.

De plus, l'Espagne envisage d'abroger sa loi sur le blasphème, qui impose des amendes à ceux qui se moquent des croyances religieuses. Ce mouvement cherche à protéger la liberté d'expression et à réduire l'abus de la loi par les organisations extrémistes pour attaquer les artistes, les activistes et les politiques.

En résumé, l'Espagne a mis en place des cadres juridiques et des protocoles pour lutter contre le discours de haine, en conformité avec les normes internationales. Cependant, les discussions et réformes en cours témoignent d'un effort continu pour équilibrer la régulation effective avec la protection des droits fondamentaux.



Co-funded by
the European Union

Législation contre la discrimination en Espagne

L'Espagne a promulgué une législation complète contre la discrimination afin de promouvoir l'égalité et de protéger les individus contre la discrimination dans divers secteurs. La Loi intégrale pour l'égalité de traitement et la non-discrimination, adoptée en 2022, constitue la pierre angulaire de cet engagement.

Développements récents:

En août 2024, un juge espagnol a proposé de mettre fin à l'anonymat sur les réseaux sociaux dans les affaires impliquant des crimes de haine présumés. Cette proposition vise à améliorer la responsabilité et à prévenir le discours de haine en ligne, mais elle a suscité des débats sur la protection de la vie privée et la liberté d'expression. Dans l'ensemble, la législation espagnole contre la discrimination reflète un engagement en faveur d'une société inclusive, en mettant en place des cadres juridiques pour lutter contre la discrimination et promouvoir l'égalité de traitement dans divers domaines.



Prévalence du Discours de Haine envers la Communauté LGBTQ+ en Espagne

En Espagne, la prolifération du discours de haine visant la communauté LGBTQ+ dans les médias et sur les plateformes en ligne est devenue une préoccupation majeure.

Les études indiquent une augmentation significative de ce type de contenu, soulignant l'urgence de mettre en place des mesures efficaces pour lutter contre ce problème.



Co-funded by
the European Union

Augmentation des Messages de Haine en Ligne :

Une enquête a révélé que les messages haineux contre les gays, lesbiennes, bisexuels et personnes trans ont doublé sur les réseaux sociaux espagnols ces dernières années. Cette hausse coïncide souvent avec les célébrations annuelles de la Fierté, mettant en évidence les défis persistants auxquels la communauté LGBTQI+ est confrontée.

Progression de la Rhétorique Anti-LGBTIQ+ :

Les rapports montrent que le discours de haine anti-LGBTIQ+ reste un problème sérieux en Espagne, avec une augmentation marquée de la rhétorique anti-trans. Entre 2019 et 2022, la haine en ligne a progressé de 130 %, une part significative de ces attaques étant dirigée contre les personnes trans.





Co-funded by
the European Union

Initiatives Gouvernementales :

- **Réglementation des Plateformes de Réseaux Sociaux** : En janvier 2025, le président du gouvernement espagnol, Pedro Sánchez, a proposé des mesures visant à renforcer la régulation des plateformes de réseaux sociaux. Ces mesures incluent la suppression de l'anonymat des utilisateurs, une plus grande transparence des algorithmes et la responsabilité accrue des propriétaires de plateformes, dans le but de protéger la démocratie participative et la santé mentale des utilisateurs.
- **Lutte contre l'Extrémisme en Ligne** : Le gouvernement espagnol envisage une législation visant à mettre fin à l'anonymat en ligne pour lutter contre des problèmes tels que la diffusion de contenus inappropriés et l'extrémisme. Toutefois, cette proposition suscite des débats quant à son impact potentiel sur la liberté d'expression et la sécurité des personnes vulnérables.

Lutter contre le discours de haine à l'encontre de la communauté LGBTIQ+ en Espagne nécessite une approche multidimensionnelle, combinant des réglementations strictes, une application efficace et un engagement fort en faveur de la protection des droits fondamentaux. Un dialogue continu entre les institutions gouvernementales, la société civile et les plateformes en ligne est essentiel pour créer un environnement numérique plus sûr et plus inclusif pour tous.



European Union Framework

Contexto Nacional en Francia

Contexto Nacional en Bulgaria

Contexto Nacional en Luxemburgo

Contexto Nacional en Ucrania



Co-funded by
the European Union

Funded by the European Union. Views and opinions expressed are however those of the author(s) only and do not necessarily reflect those of the European Union or the European Education and Culture Executive Agency (EACEA). Neither the European Union nor EACEA can be held responsible for them.

www.emnhs-lgbtqi.eu

FOLLOW YOUR JOURNEY





Co-funded by
the European Union

MODULE 3

TROUVER DE L'AIDE ET DES RESSOURCES POUR LES JEUNES LGBTIQ

MAG Ukraine

2024
Module 3

Par
MAG Ukraine

www.emnhs-lgbtqi.eu



SOMMAIRE

- 01 Identifier les réseaux et les organisations de soutien fiables
- 02 Comprendre vos droits et défendre vos intérêts
- 03 Accès aux services de santé mentale et de consultation
- 04 Mesures pratiques à prendre
- 05 Conclusion



Co-funded by
the European Union

Financé par l'Union européenne. Les points de vue et opinions exprimés sont toutefois ceux des auteurs uniquement et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou de l'Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture (EACEA). Ni l'Union européenne ni l'EACEA ne peuvent en être tenus responsables.

Les jeunes LGBTIQ sont souvent confrontés à des défis particuliers, notamment la discrimination, les troubles mentaux et l'isolement social. L'accès à des réseaux de soutien fiables, à des droits juridiques et à des services de santé mentale est essentiel à leur bien-être.

Ce module vous aidera à :

- Identifier les réseaux et les organismes de soutien fiables.
- Comprendre vos droits et comment les défendre.
- Trouver des services de santé mentale et de consultation.



1. Identifier les réseaux et les organisations de soutien fiables

L'importance des réseaux de soutien

- Un réseau de soutien solide apporte une aide émotionnelle, sociale et pratique.
- Des organisations de confiance peuvent offrir une aide juridique, un soutien en cas de crise et un engagement communautaire.

Types de réseaux de soutien

- Groupes de soutien par les pairs – Des espaces sécurisés pour partager des expériences.
- Organisations LGBTQ+ – Fournir des ressources juridiques, sociales et de défense des droits.
- Communautés en ligne – Forums, lignes d'assistance téléphonique et groupes sur les réseaux sociaux.



Comment trouver un réseau de soutien fiable

Il est essentiel pour les jeunes LGBTIQ+ de trouver le bon réseau de soutien. Une communauté sûre et fiable peut leur apporter un soutien émotionnel, des conseils et une aide pratique. Voici les étapes clés pour vous assurer de trouver un réseau digne de confiance :

1. Renseignez-vous sur la réputation de l'organisation.

Recherchez des organisations bien établies qui ont déjà soutenu des personnes LGBTIQ+.

- Vérifiez si elles sont officiellement enregistrées ou partenaires de groupes de défense plus importants.
- Lisez les avis et les témoignages d'autres membres de la communauté.

2. Vérifier leur mission et leurs valeurs

- Veiller à ce que l'organisation favorise l'inclusion, la confidentialité et le soutien sans jugement.
- Consultez leur site Web et leur présence sur les réseaux sociaux : correspondent-ils à vos besoins et à vos valeurs?
- Évitez les groupes qui défendent des programmes spécifiques qui ne respectent pas les identités individuelles.

3. Demandez des recommandations à des sources fiables

- Demandez des recommandations à vos amis, professeurs ou conseillers.
- Participez à des communautés et forums en ligne LGBTIQ+ où les membres partagent leurs expériences.

4. Vérifier les pratiques sécuritaires et inclusives

- Une bonne organisation doit avoir des politiques claires en matière de confidentialité et de respect de la vie privée.
- S'il s'agit d'un groupe présentiel, envisagez de vous rendre à un événement pour observer l'environnement.
- Méfiez-vous des groupes qui vous demandent trop d'informations personnelles dès le départ.

5. Recherchez les affiliations professionnelles

- De nombreuses organisations dignes de confiance collaborent avec des professionnels de la santé mentale, des prestataires d'aide juridique et des établissements d'enseignement.
- Vérifiez s'ils ont conclu des partenariats avec des groupes de défense des droits humains ou des jeunes réputés.





Organisations internationales et locales de soutien

Exemples d'organisations mondiales :

- ❑ ILGA Monde
- ❑ Le projet Trevor
- ❑ OutRight International

Pour trouver des groupes de soutien locaux dans votre région, nous vous recommandons de lire « Reach and Teach Toolkit Towards Combating LGBTIQ+ Hate Speech Online. »

Organisations locales d'aide en Ukraine

Noms	Adresse	email
GenderZed	GenderZed, Zaporijia, région de Zaporijia, 69000	zp.gender@gmail.com
KyivPride	KyivPride, Kiev, rue Yaltynska, bâtiment 42-B,	info@kyivpride.org
ONG Insight	ONG Insight, 02166, Ukraine, ville de Kiev, avenue Lisovy, bâtiment 19, bureau 108	hello@insight-ukraine.org
ONG "Military LGBT"	ONG « Military LGBT », 04050, Ukraine, ville de Kiev, rue Ilyenka Yuria, bâtiment 81a, bureau, 318	info@lgbtmilitary.org.ua
LGBT Association LIGA	Association LGBT LIGA, Mykolaïv, 54001, rue Potemkinska, 110/5	liga.lgbt@gmail.com

02. Comprendre vos droits et défendre vos intérêts

Pourquoi il est important de connaître vos droits

- Les protections juridiques varient d'un pays à l'autre, mais la sensibilisation est essentielle à l'autonomie sociale.
- Les droits couvrent des domaines tels que l'éducation, l'égalité sur le lieu de travail et la sécurité personnelle.

Les jeunes LGBTIQ ont des droits fondamentaux qui les protègent contre la discrimination et garantissent l'égalité des chances. Bien que les lois varient d'un pays à l'autre, plusieurs protections clés existent dans de nombreuses régions :

- **Lutte contre la discrimination dans l'éducation et l'emploi** : les écoles et les lieux de travail doivent offrir un environnement sûr et inclusif, exempt de toute discrimination fondée sur l'identité de genre ou l'orientation sexuelle. Dans de nombreux pays, des lois protègent les élèves et les employés contre les traitements injustes ou le licenciement.
- **Droit d'accéder aux soins de santé sans discrimination** : les jeunes LGBTIQ ont le droit de bénéficier de soins médicaux, y compris d'un soutien en matière de santé mentale, sans préjugés ni refus de services. Certaines régions reconnaissent également légalement les soins de santé liés à l'affirmation du genre.
- **Protection contre les discours haineux et la violence** : de nombreux systèmes juridiques criminalisent les discours haineux, le harcèlement et la violence à l'encontre des personnes LGBTIQ. Ces lois visent à créer des communautés plus sûres et à offrir un recours juridique aux personnes concernées.
- **Services d'aide et de recours juridiques** : si vous êtes victime de discrimination, des organisations et des services d'aide juridique peuvent vous aider à comprendre vos droits et à agir. Connaître et défendre vos droits est un pas important vers l'égalité et la sécurité.

Comment défendre ses intérêts

- Connaissez vos droits – Renseignez-vous sur les lois et les politiques locales.
- Exprimez-vous – Signalez les cas de discrimination ou demandez une assistance juridique si nécessaire.
- Rejoignez des groupes de défense – Collaborez avec des organisations qui œuvrent pour changer les politiques.



EMNHS LGBTQI

Signaler une discrimination et demander une aide juridique

Si vous êtes victime de discrimination à l'école, au travail ou dans les lieux publics, il est important d'agir. Commencez par documenter l'incident, en notant les dates, les lieux et les noms des témoins qui peuvent corroborer vos dires. Si la discrimination se produit à l'école ou au travail, signalez-la à un enseignant, au conseiller scolaire, au service des ressources humaines ou à un responsable de l'égalité désigné. Dans les lieux publics, vous pouvez déposer une plainte auprès des autorités locales ou des organisations de défense des droits humains. De nombreux pays disposent de services d'aide juridique qui fournissent une assistance gratuite ou à faible coût aux personnes LGBTIQ victimes de discrimination. Des avocats bénévoles et des groupes de défense peuvent vous aider à comprendre vos droits et vous guider dans les démarches juridiques.

Les ressources en ligne, telles que les sites Web consacrés aux droits juridiques des personnes LGBTIQ, peuvent vous fournir des supports d'autoformation et des guides détaillés sur la manière de déposer plainte. Les réseaux sociaux et les communautés en ligne peuvent également vous mettre en relation avec d'autres personnes qui ont été confrontées à des difficultés similaires et ont trouvé une aide juridique. Si vous ne vous sentez pas en sécurité, contactez une ligne d'assistance téléphonique ou une organisation de soutien pour obtenir une aide immédiate. Connaître vos droits et savoir où trouver de l'aide vous donne les moyens de lutter contre la discrimination.

03. Accès aux services de santé mentale et de consultation

L'importance du soutien en matière de santé mentale

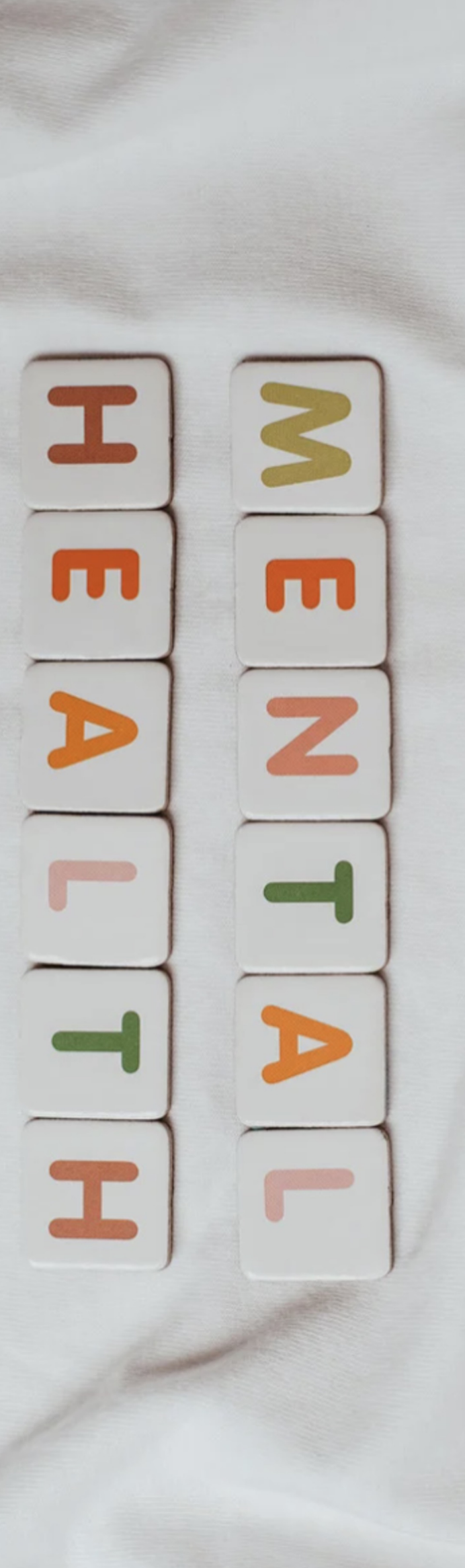
- Les jeunes LGBTIQ sont plus exposés au risque d'anxiété, de dépression et d'automutilation.
- Demander de l'aide est un signe de force, pas de faiblesse.

Types de soutien en matière de santé mentale

Il est essentiel de prendre soin de votre santé mentale, et différents types de soutien sont disponibles pour aider les jeunes LGBTIQ à surmonter les difficultés.

- **Thérapie et conseil** : discuter avec un thérapeute ou un conseiller agréé, en tête-à-tête ou en groupe, peut vous aider à trouver des conseils, des stratégies d'adaptation et un espace sûr pour exprimer vos sentiments. La thérapie de groupe peut également aider les individus à entrer en contact avec d'autres personnes qui ont vécu des expériences similaires. Des options de thérapie en ligne sont disponibles pour ceux qui préfèrent un soutien à distance.
- **Lignes d'assistance téléphonique et services d'urgence** : un soutien émotionnel immédiat est accessible via des lignes d'assistance téléphonique et des services par SMS, souvent gérés par des professionnels qualifiés ou des bénévoles. Ces services fournissent une aide confidentielle aux personnes en détresse, en proposant une intervention d'urgence et en les orientant vers d'autres ressources. Certaines lignes d'assistance téléphonique s'adressent spécifiquement aux jeunes LGBTIQ, garantissant ainsi un soutien adapté à leur culture.
- **Stratégies d'autogestion de la santé** : Prendre soin de soi peut aider à gérer le stress et à améliorer le bien-être émotionnel. Des activités telles que la méditation, la tenue d'un journal, les exercices de respiration et l'expression créative peuvent favoriser la résilience. Mettre en place un réseau de soutien composé d'amis de confiance, s'adonner à des loisirs et fixer des limites personnelles contribuent également à la stabilité de la santé mentale.

EMNHS LGBTIQ



Comment trouver un thérapeute ouvert aux personnes LGBTIQ

Il est essentiel de trouver un thérapeute qui comprenne les expériences uniques des personnes LGBTIQ afin de bénéficier d'un soutien psychologique positif et efficace. Recherchez des professionnels qui ont l'habitude de travailler avec des clients LGBTIQ, car ils sont plus susceptibles de fournir des soins inclusifs et de comprendre les questions liées à l'identité, à la discrimination et au bien-être mental. Vérifiez leurs qualifications, leurs domaines de spécialisation et s'ils mentionnent la thérapie positive LGBTIQ dans leur profil afin de faire un choix éclairé. Les annuaires en ligne tels que TherapyDen, LGBTQ+ Health et les organisations locales de santé mentale proposent des listes de professionnels spécialisés dans la santé mentale des personnes LGBTIQ. De nombreuses organisations LGBTIQ nationales et locales tiennent également à jour des annuaires de thérapeutes ou peuvent fournir des recommandations. En outre, les plateformes en ligne comprennent souvent des avis et des évaluations qui peuvent aider à évaluer l'approche et l'efficacité du thérapeute.





Lorsque vous choisissiez un thérapeute, pensez à lui poser les questions suivantes afin de vous assurer qu'il correspond bien à vos besoins :

- Quelle expérience avez-vous dans le travail avec des clients LGBTIQ?
- Comment abordez-vous les questions liées à l'identité de genre et à l'orientation sexuelle?
- Utilisez-vous un langage affirmatif et inclusif dans votre pratique?
- Quelle est votre position sur la thérapie de conversion ? (Un thérapeute réputé devrait s'y opposer.)
- Comment garantissez-vous un environnement sûr et sans jugement pour les clients LGBTIQ?
- Proposez-vous des tarifs dégressifs ou des séances en ligne pour faciliter l'accès?
- Pouvez-vous fournir des références ou des témoignages de clients LGBTIQ (le cas échéant)?

Ressources en ligne sur la santé mentale

1. Lignes d'assistance téléphonique pour une aide immédiate

Pour obtenir une aide émotionnelle urgente, les jeunes LGBTIQ peuvent contacter des lignes d'assistance téléphonique qui fournissent une aide confidentielle 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. Voici quelques exemples :

- Le Refuge (France) : fournit un hébergement temporaire et un soutien aux jeunes adultes victimes d'homophobie ou de transphobie. rainbowelcome.eu
- Samaritans (Royaume-Uni) : offre une aide confidentielle 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 à toute personne en détresse émotionnelle, y compris les personnes LGBTIQ. mind.org.uk

Ukraine:

- Insight Public Organization : organisation ukrainienne de défense des droits humains offrant une assistance psychologique et juridique gratuite aux personnes LGBTIQ+. insight-ukraine.org
- Fonds Ukraine d'OutRight Action International : fournit une aide d'urgence et des ressources aux communautés LGBTIQ en situation de crise.

outrightinternational.org

EMNHS LGBTIQ



2. Plateformes de thérapie numérique

Les plateformes de thérapie en ligne mettent en relation des personnes avec des thérapeutes agréés spécialisés dans la santé mentale des personnes LGBTIQ. Parmi les plateformes fiables, on peut citer :

- BetterHelp : propose des consultations professionnelles avec la possibilité de choisir un thérapeute ouvert à la communauté LGBTIQ.
- Pride Counseling : spécialement conçu pour les personnes LGBTIQ, propose une thérapie en ligne dans un espace sûr et inclusif.
- Talkspace : propose des séances de thérapie par SMS, audio et vidéo avec des professionnels agréés.

3. Applications de santé mentale pour un soutien autonome

Les applications d'autogestion de la santé peuvent aider à gérer l'anxiété, le stress et le bien-être mental grâce à des exercices guidés. Voici quelques applications utiles :

- Sanvello : propose des techniques de thérapie cognitivo-comportementale (TCC), un suivi de l'humeur et des méditations guidées.
- MindDoc : aide les utilisateurs à suivre leurs émotions et fournit des informations sur leurs habitudes en matière de santé mentale.
- Calme : met l'accent sur la relaxation, l'amélioration du sommeil et la pleine conscience grâce à des méditations guidées.

Ces ressources en ligne offrent un soutien et des conseils précieux, rendant les soins de santé mentale plus accessibles aux jeunes LGBTIQ du monde entier.

EMNHS LGBTIQ

Soutenir un ami en situation de crise

Comment reconnaître les signes de détresse

Reconnaître quand un ami est en difficulté est la première étape pour lui offrir votre soutien. Les signes de détresse peuvent inclure le retrait des activités sociales, des sautes d'humeur fréquentes, des expressions de désespoir, des changements dans les habitudes de sommeil ou alimentaires, ou une anxiété accrue. Si un ami dit se sentir inutile, isolé ou dépassé, cela peut indiquer qu'il a besoin d'aide.

Comment offrir un soutien émotionnel sans dépasser les limites

Être présent pour un ami signifie l'écouter sans le juger et valider ses sentiments. Offrez-lui un espace sûr où il peut parler ouvertement, en utilisant des phrases telles que « Je suis là pour toi » ou « Tu n'es pas seul ». Évitez de le pousser à en dire plus qu'il ne le souhaite et respectez ses limites. De simples gestes, comme prendre régulièrement de ses nouvelles, lui envoyer des messages de soutien ou l'inviter à passer du temps avec vous, peuvent faire une grande différence.

Soutenir un ami en situation de crise

Quand et comment encourager le recours à une aide professionnelle

Si la détresse de votre ami semble persistante ou grave, il est important de l'encourager à demander l'aide d'un professionnel. Vous pouvez lui suggérer de contacter un thérapeute, un conseiller ou une ligne d'assistance téléphonique, en le rassurant sur le fait que demander de l'aide est un signe de force. Proposez-lui de l'aider à trouver des ressources ou de l'accompagner à un rendez-vous s'il se sent anxieux. S'il est en danger immédiat, par exemple s'il exprime des pensées suicidaires, contactez une ligne d'urgence ou un adulte de confiance pour obtenir une aide urgente.



04. Mesures pratiques à prendre

Élaborer votre plan de soutien personnalisé

- Identifier au moins trois personnes ou organisations de confiance à contacter.
- Créez une liste de contacts d'urgence (numéros d'urgence, amis, professionnels).
- Définissez des rappels pour vérifier votre santé mentale.

Comment rester en sécurité en ligne

- Protection des informations personnelles dans les communautés LGBTIQ+ en ligne.
- Reconnaître et signaler les discours haineux ou le harcèlement en ligne.
- S'engager en toute sécurité dans l'activisme et la défense des droits.



S'impliquer dans des initiatives communautaires

Faire partie d'une communauté solidaire peut être source d'autonomie pour les jeunes LGBTIQ+. S'impliquer dans le militantisme, le bénévolat ou la défense des droits aide les individus à renforcer leur résilience, à entrer en contact avec des personnes partageant les mêmes idées et à apporter des changements positifs dans la société. Voici comment l'engagement dans des initiatives communautaires peut faire la différence :

1. Comment le bénévolat et l'activisme peuvent renforcer la résilience et l'autonomisation

Le bénévolat et l'activisme donnent aux jeunes un sentiment d'utilité et d'appartenance. En défendant l'égalité, en organisant des événements ou en aidant les personnes dans le besoin, les individus développent leur confiance en eux, leurs compétences en matière de leadership et leur résilience émotionnelle. Agir contre la discrimination peut également susciter l'espoir et réduire le sentiment d'isolement en renforçant l'idée que les efforts collectifs mènent au progrès.

2. Possibilités de participer à des initiatives menées par des jeunes ou d'en créer

Il existe de nombreuses façons de s'impliquer dans des organisations existantes ou de lancer de nouvelles initiatives :

- **Rejoignez des groupes de jeunes LGBTIQ+** qui se concentrent sur la défense des droits, l'éducation ou le soutien en matière de santé mentale.
- **Faites du bénévolat auprès d'ONG** œuvrant dans les domaines des droits humains, de l'inclusion et du changement politique.
- **Organisez des événements locaux** tels que des célébrations de la fierté, des discussions communautaires ou des ateliers éducatifs.
- **Utilisez les réseaux sociaux pour sensibiliser** le public en partageant vos expériences personnelles, des actualités et des ressources.
- **Postulez à des programmes de leadership ou à des subventions** qui soutiennent les initiatives menées par des jeunes en faveur du changement social.



3. *Histoires de réussite dans la défense des droits des jeunes LGBTIQ+*



De jeunes militants à travers le monde ont mené avec succès des initiatives visant à promouvoir les droits des personnes LGBTIQ+ et à soutenir leurs communautés:

- **Gendered Intelligence (Royaume-Uni)** : organisation dirigée par des jeunes qui aide les jeunes transgenres et non binaires à s'émanciper grâce à des programmes de mentorat et de défense des droits.
- **KyivPride (Ukraine)** : mouvement qui organise des événements liés à la fierté, des programmes éducatifs et des actions de défense juridique des droits des personnes LGBTIQ+.
- **Fridays for Future Queer Collective (Global)** : groupe associant militantisme climatique et défense des droits des personnes LGBTIQ+, mettant en avant le lien entre droits humains et justice environnementale.

Ces exemples montrent que les jeunes peuvent vraiment changer les choses en agissant, en créant des réseaux et en œuvrant pour une société plus inclusive. Aucun effort n'est insignifiant : chaque voix compte dans la lutte pour l'égalité et l'acceptation.

05. Conclusion



Résumé des points clés à retenir

1. Importance des réseaux de soutien et des ressources en santé mentale

Il est essentiel pour les jeunes LGBTIQ+ d'avoir accès à des réseaux de soutien fiables. Les organisations communautaires, les groupes de pairs et les plateformes en ligne offrent des espaces sûrs propices aux liens, à la compréhension et au soutien émotionnel. Les ressources en santé mentale, telles que les lignes d'écoute téléphonique, les services thérapeutiques et les outils d'autogestion de la santé, aident les individus à surmonter les difficultés et à renforcer leur résilience.

2. Connaître et défendre vos droits

Il est essentiel de comprendre les protections juridiques pour lutter contre la discrimination et garantir l'égalité des chances dans les domaines de l'éducation, de l'emploi et des soins de santé. Les jeunes LGBTIQ+ doivent connaître leurs droits, notamment en matière de protection contre les discours haineux et la discrimination. L'acquisition de compétences en matière de défense des droits, telles que la prise de parole, la recherche d'une aide juridique et la participation à des campagnes en faveur des droits humains, peut donner aux individus les moyens de promouvoir le changement social.

Résumé des points clés à retenir

3. Rechercher une aide professionnelle et s'engager dans le soutien communautaire

Il est essentiel pour le bien-être de savoir reconnaître quand une aide professionnelle est nécessaire et comment y accéder. Trouver des thérapeutes ouverts aux personnes LGBTIQ, utiliser des plateformes numériques dédiées à la santé mentale et contacter des services d'aide en cas de crise peuvent apporter un soutien précieux. De plus, s'engager dans des actions militantes, faire du bénévolat ou participer à des initiatives menées par des pairs favorise le sentiment d'appartenance et renforce la résilience tant personnelle que communautaire.



“

En restant informés, en demandant de l'aide quand ils en ont besoin et en participant activement à des communautés solidaires, les jeunes LGBTIQ+ peuvent créer un avenir plus inclusif et plus émancipateur pour eux-mêmes et pour les autres.

EMNHS LGBTIQI





Co-funded by
the European Union

Financé par l'Union européenne. Les points de vue et opinions exprimés sont toutefois ceux des auteurs uniquement et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou de l'Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture (EACEA). Ni l'Union européenne ni l'EACEA ne peuvent en être tenus responsables.

www.emnhs-lgbtqi.eu

FOLLOW YOUR JOURNEY





Co-funded by
the European Union

MODULE 4

CONSTRUIRE DES RÉCITS POSITIFS (BULGARIA)

CRÉER DES HISTOIRES INCLUSIVES ET RESPECTUEUSES



SOMMAIRE

MODULE 4 – Construire des récits positifs

01 Définition des récits positifs

02 À propos de nous

03 Le Projet

04 Notre équipe

05 Questions + Réponses

06 Conclusion



Co-funded by
the European Union

Financé par l'Union européenne. Les opinions exprimées sont cependant celles de l'auteur(s) uniquement(s) et ne reflètent pas nécessairement celles de l'Union européenne ou de l'Agence européenne de direction pour l'éducation et la culture (EACEA). Ni l'Union européenne ni l'EACEA ne peuvent en être tenus responsables.

Dans ce module, nous explorons comment les histoires façonnent les attitudes, les normes et les comportements — en ligne comme hors ligne. Vous apprendrez comment les récits peuvent alimenter la stigmatisation ou favoriser l'inclusion, et comment créer des récits positifs et des contre-récits qui promeuvent les droits humains, l'égalité et les valeurs démocratiques, en particulier dans des contextes touchant les communautés LGBTIQ+



1. Définition des récits positifs

Qu'est-ce qu'un « Récit » ?

Un récit est plus qu'une histoire : c'est un cadre de signification qui aide les gens à interpréter les événements, les identités et les rôles sociaux. Les récits influencent :

- Ce qui est considéré comme "normal" ou "acceptable"
- Qui est perçu comme "appartient"
- Comment la responsabilité et le blâme sont attribués
- Que l'empathie ou l'hostilité soit déclenchée

Qu'est-ce que les « Récits Positifs » ?

Les récits positifs sont des histoires et des cadres intentionnels qui : affirment la dignité et l'égalité des droits, représentent les personnes de manière juste et fidèle, réduisent la stigmatisation et les stéréotypes, favorisent la cohésion sociale et la participation.

Ils ne « cachent » pas les problèmes ; Ils évitent la déshumanisation et le sensationnalisme.



Pourquoi les récits comptent (impact)

Les récits façonnent :

- Bien-être individuel (estime de soi, sécurité, recherche d'aide)
- Culture paire (harcèlement vs solidarité)
- Institutions (écoles, services, interventions policières)
- Opinion publique et politique

Un cadre nuisible répété devient du « bon sens » ; un cadre inclusif répété devient une nouvelle norme.

Récits dominants vs. réalité vécue

Récits dominants souvent :

- Simplifier les identités complexes en étiquettes
- Privilégier les points de vue de la « majorité »
- Utiliser un cadre basé sur la peur (« menace », « agenda », « danger »)

La narration inclusive privilégie :

- Complexité, contexte et capacité d'action
- Expériences vécues et voix authentiques
- Respect et sécurité pour les personnes représentées



Principe fondamental

« Les histoires ne se reflètent pas
seulement la réalité ; ils aident à la créer. »

**Laissez vos récits refléter dignité,
exactitude et droits humains.**

Principes clés pour une narration inclusive

- Exactitude et contexte
- Respect et dignité
- Éviter les stéréotypes
- Représentation et agence
- Ne faites pas de mal
- Responsabilité dans la distribution

Exactitude et contexte

Les récits inclusifs nécessitent :

- Faits clairs et formulation soignée (éviter d'exagérer)
- Contexte (social, juridique, historique)
- Éviter le cadrage « à un seul étage »

Vérifications pratiques :

- Quelle est la source ?
- Qu'est-ce qui manque ?
- Le cadrage implique-t-il de la culpabilité, de la honte ou de la déviance ?

Respect et dignité

Le **respect** implique : d'utiliser un langage valorisant et non stigmatisant, d'éviter de stigmatiser (par exemple, en opposant « les gens normaux » à « eux »), de décrire les personnes en tenant compte de leurs multiples attributs, d'adopter un ton qui n'incite ni au ridicule ni à l'hostilité.

Éviter les stéréotypes

Stéréotypes courants à éviter :

- *Présenter les groupes comme monolithiques*
- *Réduire les personnages à des clichés (soulagement comique / menace / victime uniquement)*
- *Le cadre de « l'exceptionnalisme » (digne seulement s'il est extraordinaire)*
- *Sensationnalisant des corps, des relations ou des traumatismes*

Remplacez les stéréotypes par :

- *Nuances, vie ordinaire, multiples dimensions, rôles diversifiés.*



Représentation et Agence

Bonne représentation : inclut les personnes comme sujets avec des choix, et non comme objets de débat, montre des expériences diverses (âge, ethnie, handicap, foi, migration, milieu rural/urbain), évite de parler au-dessus des communautés .

Questions sur l'agence :

- Qui raconte l'histoire ?
- Qui en profite ?
- Qui pourrait être lésé par cette histoire ?

Ne pas nuire (protection)

« **Ne pas nuire** » exige :

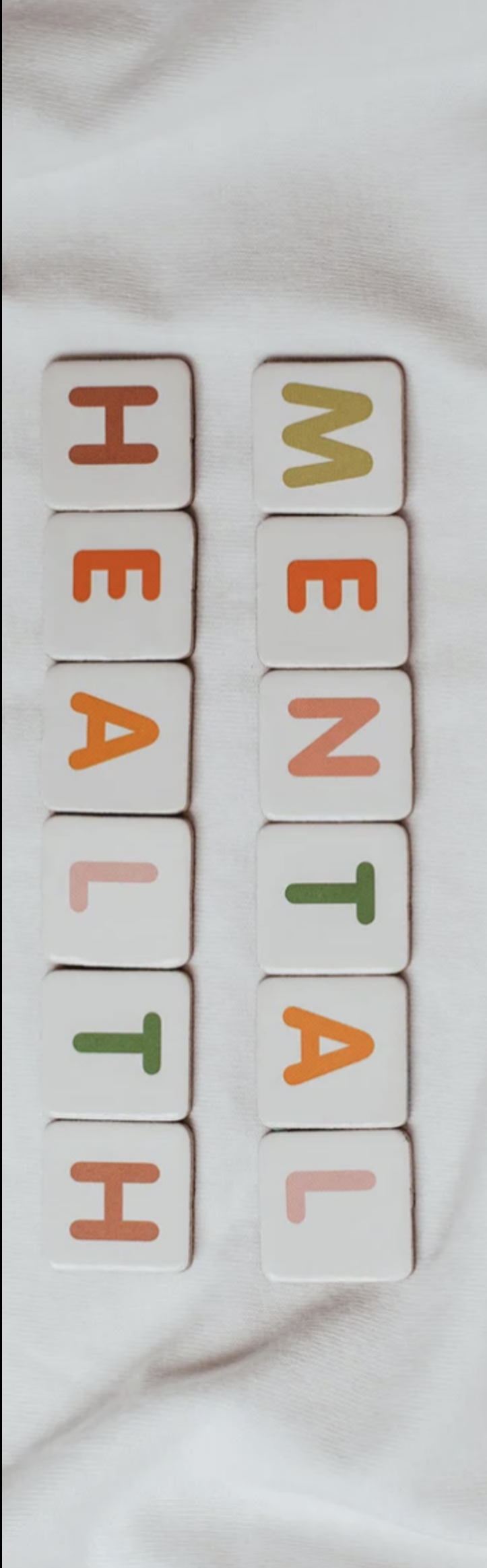
- Consentement éclairé (surtout pour les mineurs/personnes vulnérables)
- Confidentialité par conception (pas de doxxing, pas de détails identifiables sans autorisation)
- Approches informées du traumatisme (éviter la divulgation forcée ; éviter les détails graphiques)
- Évaluation des risques pour la publication en ligne (viralité, risques de harcèlement)

Responsabilité dans la distribution

La même histoire peut avoir des effets différents selon l'endroit et la manière dont elle est partagée.

Considérez :

- Normes du public et des plateformes
- Modération des commentaires et plans de signalement
- Accessibilité (niveau de langue, sous-titres, texte alternatif)
- Si les images renforcent les stéréotypes même si le texte ne le fait pas



Qu'est-ce que les contre-récits ?

Un **contre-récit** est une réponse à un récit oppressif ou nuisible qui : conteste la désinformation et les stéréotypes, offre un cadre plus précis, restaure la dignité et la complexité, réduit la permission sociale à la haine ou à l'exclusion





Contre-récits : ce qu'ils ne sont PAS

Les contre-récits doivent éviter : agressivité miroir (« combattre le feu par le feu »), humiliation ou déshumanisation des opposants. message de supériorité morale qui coupe court au dialogue « déversement de faits » sans aucun lien émotionnel ou humain.

Un contre-récit est stratégique, pas seulement réactif.

Composantes efficaces du contre-récit

Les contre-récits performants incluent généralement :

- Valeurs : équité, sécurité, dignité, liberté, communauté
- Voix crédible : messagers de confiance (pairs, enseignants, figures de la communauté)
- Histoire humaine : situations auxquelles on peut s'identifier, détails concrets
- Appel à l'action spécifique : ce que le public peut faire ensuite



Stratégies pour construire des récits alternatifs

Développer des récits promouvant les droits de l'homme et les valeurs démocratiques :

- Commencez par des valeurs partagées (respect, égalité, non-violence)
- Mettez en avant des objectifs communs (écoles sûres, dignité, bien-être)
- Mettre en avant la solidarité et l'alliance du quotidien
- Représenter les institutions fonctionnant équitablement (services de soutien, reporting, responsabilité)
- Concentrez-vous sur les solutions, pas seulement sur les dommages

Structure narrative (éléments de base)

Éléments de base pour renforcer la clarté et l'impact :

- Cadre (où/quand, contexte)
- Personnages (avec autonomie et profondeur)
- Conflit (la tension ou le défi)
- Tournant (apprentissage, soutien, responsabilité)
- Résolution (ce qui change ; ce qui reste réaliste)
- Message (conclusion basée sur la valeur)

Liste de contrôle : Langage inclusif et cadrage

Contrôle qualité rapide :

- Le langage est-il neutre, exact, rassurant ?
- Les identités sont-elles décrites de manière respectueuse (auto-identification lorsque c'est possible) ?
- Faut-il éviter les stéréotypes ?
- Le conflit est-il mis en scène sans blâmer la personne ou le groupe ciblé ?
- Y a-t-il des détails inutiles qui mettent en danger la vie privée ou la sécurité ?



Erreurs courantes lors de la création d'histoires

- Tokenisme : un caractère représentant « tous »
- Cadrage uniquement traumatisé : la souffrance comme seule intrigue
- Récits de sauveur : alliés en héros, communauté passive
- Généralisation excessive : « ils finissent toujours... »
- Négligence de la plateforme : publication sans modération / plan de sécurité

Exercice pratique (individuel ou en groupe)

Reformuler un récit nuisible

Identifiez un cadre nuisible (par exemple, « les personnes LGBTIQ+ sont une menace »). Cartographiez ce que cela déclenche (peur, dégoût, blâme). Choisissez un ancrage basé sur les valeurs (dignité, sécurité, équité). Rédigez un contre-récit de 5 à 7 phrases avec :

- Une situation à laquelle on peut s'identifier
- Une voix crédible
- Une étape concrète suivante (soutien/rapport/apprentissage)



Exercice pratique (storyboard)

Exercice : construire un récit positif

Créez un court storyboard (6 cases / 6 diapositives) :

- Panneau 1 : Contexte
- Panneau 2: Personnage + But
- Panneau 3: Barrière (biais / désinformation)
- Panneau 4: Action de soutien (Allié / Service / Politique)
- Panneau 5: Tournant (Responsabilité / Apprentissage)
- Panneau 6: Résolution + message à retenir

Questions-réponses et conclusion (modèle correspondant)

Questions + Réponses

Profitez de ce moment pour clarifier :

- Qu'est-ce qui compte comme un contre-récit vs un débat
- Limites sûres dans la narration (consentement/confidentialité)
- Adapter les récits aux publics et plateformes jeunesse



Conclusion



Construire des récits positifs est une compétence pratique : elle combine une narration éthique, une communication stratégique et un cadre en matière de droits humains. En utilisant un contexte précis, une représentation respectueuse et des garanties « ne pas nuire », nous pouvons créer des histoires qui réduisent la stigmatisation et renforcent des communautés inclusives — en ligne comme hors ligne.



Co-funded by
the European Union

Financé par l'Union européenne. Les opinions exprimées sont cependant celles de l'auteur(s) uniquement(s) et ne reflètent pas nécessairement celles de l'Union européenne ou de l'Agence européenne de direction pour l'éducation et la culture (EACEA). Ni l'Union européenne ni l'EACEA ne peuvent en être tenus responsables.

www.emnhs-lgbtqi.eu

SUIVEZ VOTRE PARCOURS

